

# INFOVEILLES

(CC) BY-NC-ND

## Visite d'Emmanuel Macron en Égypte : vers un retour de la « politique arabe » de la France ?

n° 66 / 23 juin 2025

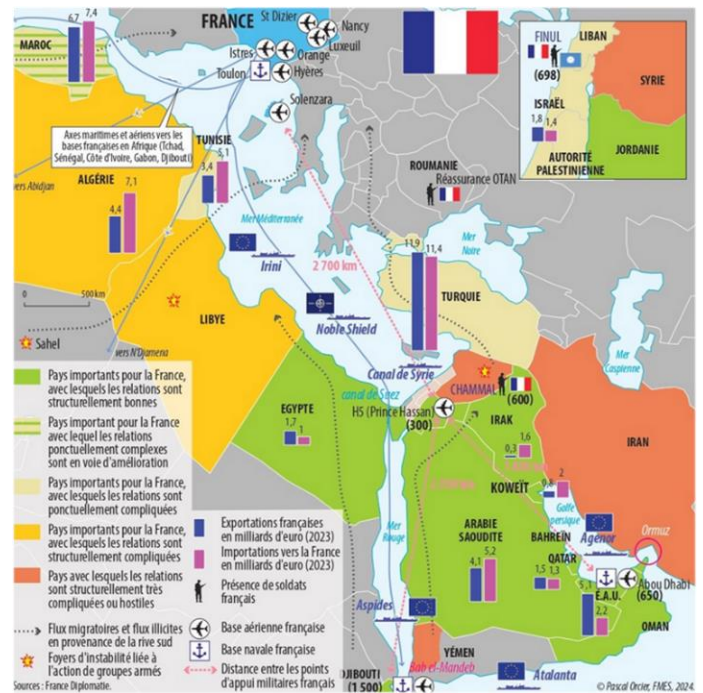
Lors d'une visite officielle du 6 au 8 avril 2025, Emmanuel Macron a rencontré son homologue égyptien au Caire dans un contexte de recomposition des équilibres régionaux au Moyen-Orient, marqué par des tensions sécuritaires persistantes, des fragilités économiques et une concurrence accrue entre puissances. Aussi, la France s'inscrit-elle dans une démarche qui implique de réévaluer ses partenariats, de renforcer ses leviers diplomatiques, économiques et militaires, eu égard aux dynamiques de fragmentation régionale et à l'émergence de nouveaux acteurs. La question de l'ajustement de la posture française pour maintenir sa crédibilité et son influence dans cette région se pose, dès lors, avec d'autant plus d'acuité.

### FAITS

Durant cette visite, les présidents français et égyptien ont signé une vingtaine d'accords couvrant des secteurs-clés comme l'énergie, la santé ou les transports. L'Agence Française de Développement (AFD) a annoncé plus de 260 millions d'euros d'aide pour des projets en Égypte<sup>1</sup>. Emmanuel Macron s'est également rendu à Al-Arich, près de Gaza, où il a visité un centre logistique d'aide humanitaire et rencontré des acteurs humanitaires et sécuritaires, dont des gendarmes français de la mission européenne d'assistance aux frontières *Eubam* déployée à Rafah<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> « Déclaration à la presse de M. Emmanuel Macron, président de la République, sur les relations entre la France et l'Égypte et la situation au Proche-Orient et en Afrique de l'Est, au Caire le 7 avril 2025 », *Vie publique*, avril 2025. Disponible sur : <https://www.vie-publique.fr/discours/298126-emmanuel-macron-07042025-france-egypte>

<sup>2</sup> « Cessez-le-feu dans la bande de Gaza, aide humanitaire, contrats... Quels sont les enjeux de la visite d'Emmanuel Macron en Égypte ? », *Franceinfo*, avril 2025. Disponible sur : [https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/egypte/cessez-le-feu-dans-la-bande-de-gaza-aide-humanitaire-contrats-quels-sont-les-enjeux-de-la-visite-d-emmanuel-macron-en-egypte\\_7174026.html](https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/egypte/cessez-le-feu-dans-la-bande-de-gaza-aide-humanitaire-contrats-quels-sont-les-enjeux-de-la-visite-d-emmanuel-macron-en-egypte_7174026.html)



### La dégradation de la situation humanitaire et sécuritaire à Gaza a aussi dominé le sommet trilatéral du 7 avril 2025 entre la France, l'Égypte et la Jordanie.

Les trois dirigeants ont réclamé un **cessez-le-feu immédiat**, la protection des civils, le retour d'une Autorité palestinienne renforcée à Gaza, et soutenu le **plan arabe de reconstruction**<sup>4</sup>, tout en réaffirmant leur attachement à la solution à deux États<sup>5</sup>. Un échange de points de vue téléphonique a eu lieu le même jour

<sup>3</sup> Réalisation P. Orcier. Copyright 2024. *Fondation méditerranéenne d'études stratégiques*. Disponible sur : <https://fmes-france.org/les-interets-strategiques-de-la-france-en-afrique-du-nord-et-au-moyen-orient/>

<sup>4</sup> « Au Caire, Al-Sissi et Macron s'opposent à la déportation de la population de Gaza », *Ahram.org*, 7 avril 2025. Disponible sur : <https://french.ahram.org/News/63332.aspx>

<sup>5</sup> Communiqué de presse conjoint à la suite du sommet entre la France, l'Égypte et la Jordanie sur la situation à Gaza, *Elysée*, avril 2025, Disponible sur : <https://www.elysee.fr/en/emmanuel-macron/2025/04/07/joint-press-release-following-the-summit-between-france-egypt-and-jordan-on-the-situation-in-gaza>

sur ces sujets entre les trois chefs d'État et le président Donald Trump. Les réactions de la presse arabe sont dans l'ensemble favorables, celles de la Russie et de l'Iran plus discrètes. Quant aux instances internationales, elles poursuivent leur ligne initiée par les mandats d'arrêt de la Cour Pénale Internationale (CPI) contre Benjamin Netanyahu et son ancien ministre de la Défense, Yoav Gallant, pour « crimes de guerre » et « crimes contre l'humanité » à Gaza. Le rapport de la Cour Internationale de Justice (CIJ) évoquait aussi en janvier 2024 un **risque plausible de « génocide »** contre la population palestinienne<sup>6</sup> ; accusations jugées « scandaleuses » et niant le « droit d'Israël à se défendre<sup>7</sup> », selon l'État hébreu.

**Simultanément, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a rencontré le président états-unien D. Trump à Washington le 7 avril 2025.** En plus de la question des nouveaux droits de douane, **les tensions régionales à Gaza et entre Israël et la Turquie en Syrie ont été évoquées, ainsi que la menace iranienne.** A ce sujet, si D. Trump a annoncé avoir entamé des « discussions directes » à Oman sur le dossier nucléaire avec Téhéran (qui, de son côté, a parlé d'échanges « indirects »<sup>8</sup>), les frappes américaines contre des sites nucléaires iraniens fin juin 2025 coupent court pour l'heure à ce dialogue, au profit d'un retour du rapport de force.

## CONTEXTE

**Le renforcement du partenariat entre la France et l'Égypte s'inscrit dans un contexte économique dégradé pour Le Caire.** L'Égypte bénéficie traditionnellement des transferts de sa diaspora, des redevances du canal de Suez, du tourisme et des ventes d'hydrocarbures<sup>9</sup>, mais ces sources de revenus sont aujourd'hui en diminution pour des raisons structurelles et conjoncturelles. Les routes maritimes traversant la mer Rouge et le passage de Bab el-Mandeb ont été durement affectées par l'intensification des attaques des Houthis depuis octobre 2023. Aussi, la baisse du trafic dans le canal de Suez

impacte-t-elle durement l'Égypte qui enregistre en 2024 une **baisse des revenus de ce canal de 60 %**<sup>10</sup>. Ce manque à gagner est préjudiciable pour un pays économiquement fragile, déjà mis à mal par une inflation record<sup>11</sup>, ainsi que par la guerre en Ukraine qui prive l'Égypte de la manne touristique russe et ukrainienne<sup>12</sup>. A cet égard, **l'endettement public égyptien a atteint des niveaux critiques, passant de 70 % à 86,6 % du PIB entre 2010 et 2025**<sup>13</sup>, conséquence de plusieurs facteurs (mauvaise gestion, déficits chroniques, pandémie de COVID-19<sup>14</sup>). Ces crises ont affecté des secteurs clés et **accru la dépendance du pays à l'égard des financements extérieurs**, notamment ceux du Fonds Monétaire International (FMI) et des pétromonarchies du Golfe<sup>15</sup>. La nécessité de réformes structurelles se heurte à un **risque élevé d'instabilité sociale et politique**<sup>16</sup>, la conscience collective gardant en mémoire le souvenir des Printemps arabes de 2011.

**Nœud gordien sécuritaire au Moyen-Orient depuis 1948, le conflit israélo-palestinien demeure le principal facteur d'instabilité régionale.** Après des avancées vers la normalisation entre Israël et certains pays arabes – des accords historiques (Égypte, 1979 ; Jordanie, 1994) aux accords d'Abraham (2020) – **l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023 et la riposte militaire israélienne ont ravivé les tensions** (51 000 Gazaouis morts selon les chiffres du ministère de la Santé du Hamas du 16 avril 2025<sup>17</sup> repris par le bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires - OCHA). Tandis que certains États arabes (Émirats arabes unis) ont maintenu leur engagement, d'autres (Arabie saoudite, Qatar) ont suspendu les discussions ou leur rôle de médiateur<sup>18</sup>. Dans ce climat, l'« axe de la résistance » (Hezbollah au Liban, Houthis au Yémen et milices chiites en Syrie et en Irak) soutenu par l'Iran intensifie ses actions de déstabilisation contre Israël et ses alliés.

**Depuis 1948, la position française à cet égard oscille entre soutien à Israël et ouverture au monde arabe.** Héritière de liens historiques remontant notamment au XIX<sup>e</sup> siècle puis à la période mandataire, cette posture a connu un premier tournant à l'aune des années 1960 et de la politique arabe impulsée par Charles de Gaulle (refus de la France de soutenir Israël lors de la

<sup>6</sup> AMNESTY INTERNATIONAL, « Risque de génocide à Gaza : ce qu'il faut savoir sur la décision de la Cour internationale de justice », *Décryptage*, février 2024. Disponible sur : <https://www.amnesty.fr/conflits-armes-et-populations/actualites/israel-gaza-cour-internationale-de-justice-decision-genocide>

<sup>7</sup> « Réactions internationales à la décision de la CIJ sur l'accusation de 'génocide' contre Israël », *Times of Israel*, janvier 2024. Disponible sur : <https://fr.timesofisrael.com/reactions-a-la-decision-de-la-cij-sur-laccusation-de-genocide-contre-israel/>

<sup>8</sup> « Benjamin Netanyahu en visite à Washington pour parler droits de douane et menace iranienne avec Donald Trump », *RFI*, avril 2025. Disponible sur : <https://www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/20250407-benjamin-netanyahu-en-visite-%C3%A0-washington-pour-parler-droits-de-douane-et-menace-iranienne-avec-donald-trump>

<sup>9</sup> MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, « Présentation de l'Égypte », *France Diplomatie*, mai 2023. Disponible sur : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/egypte/presentation-de-l-egypte/>

<sup>10</sup> « Suez Canal loses \$800 million in revenues monthly amid regional unrest, says Egypt president », *Middle East Economy*, décembre 2024.

<sup>11</sup> DIWAN Ishac, « The New Debt Crisis of the Middle East : Political Economy to the Rescue ? », *Carnegie Middle East Center*, juin 2023. Disponible sur : <https://carnegieendowment.org/research/2023/08/the-new-debt-crisis-of-the-middle-east-political-economy-to-the-rescue?lang=en&center=middle-east>

<sup>12</sup> LOIZZO Clara, « La crise en mer Rouge, révélatrice de la vulnérabilité des grandes routes maritimes mondiales », *Géococonfluences*, février 2024. Disponible sur : <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/actualites/veille/brevets/mer-rouge-houthis>

<sup>13</sup> INTERNATIONAL MONETARY FUND, « Arab Republic of Egypt. Country data », avril 2025. Disponible sur : <https://www.imf.org/en/Countries/EGY>

<sup>14</sup> MAZAREI Adnan, « Debt clouds over the Middle East », *International Monetary Fund*, septembre 2023. Disponible sur : <https://www.imf.org/en/Publications/fandd/issues/2023/09/debt-clouds-over-the-middle-east-adnan-mazarei>

<sup>15</sup> « Le Qatar va investir 7,5 milliards de dollars en Égypte », *The Times of Israel*, avril 2025. Disponible sur : <https://fr.timesofisrael.com/le-qatar-va-investir-75-milliards-de-dollars-en-egypte/>

<sup>16</sup> DIWAN Ishac, *art. cit.*

<sup>17</sup> « La Défense civile à Gaza annonce 11 morts, dont des enfants, dans des frappes israéliennes », *L'Orient-Le-Jour*, avril 2025. Disponible sur : <https://www.lorientlejour.com/article/1456259/gaza-la-defense-civile-annonce-11-morts-dont-des-enfants-dans-des-frappes-israeliennes.html>

<sup>18</sup> BOUVIER Emile, « Le processus de normalisation diplomatique d'Israël avec les pays arabes à l'épreuve de la guerre contre le Hamas », *Les clés du Moyen-Orient*, octobre 2023. Disponible sur :

<https://www.lesclesdumoyenorient.com/Le-processus-de-normalisation-diplomatique-d-Israël-avec-les-pays-arabes-a-l.html>

guerre des Six Jours en 1967). La fin de la Guerre froide, les guerres en Afghanistan puis en Irak, et enfin les crises successives à partir des années 2000 provoquent une évolution subie de cette politique étrangère. Confrontée à l'accélération du rythme des événements, la politique française perd en cohérence et en lisibilité aux yeux de ses partenaires régionaux<sup>19</sup>.

**La fragilité des alliances, ainsi que les évolutions politiques rendent le contexte stratégique moyen-oriental incertain. La chute du régime syrien de Bachar al-Assad en décembre 2024 accroît les rivalités** entre acteurs régionaux, notamment Israël et la Turquie. Renouant avec sa nostalgie ottomane, la Turquie cherche à renforcer son influence en Syrie en y installant des bases militaires, notamment à Palmyre, sous prétexte de lutte contre le PKK et de retour des réfugiés. Cette initiative est perçue par Israël comme une « *ligne rouge*<sup>20</sup> », ayant entraîné des frappes dissuasives près de la base de Tiyas, à proximité de Homs, dont les Turcs envisageraient vraisemblablement de prendre le contrôle<sup>21</sup>.

Malgré leur proximité sécuritaire, l'« *America first* » de l'administration Trump engendre aussi des désaccords partiels entre les États-Unis et Israël. Ils portent sur des sujets à la fois économiques (fixés à 17 % pour l'État hébreu, les nouveaux tarifs douaniers pourraient se traduire par une perte de 3 milliards de dollars<sup>22</sup>) et stratégiques (préoccupations de Tel-Aviv quant à la médiation de D. Trump concernant l'influence turque en Syrie et, jusqu'en juin 2025, sur les discussions avec l'Iran, négociations directes avec le Hamas sur les otages et omission d'Israël dans l'accord de cessez-le-feu entre les États-Unis et les Houthis de mai 2025<sup>23</sup>).

## ENJEUX

**L'éventuelle reconnaissance d'un État palestinien par Paris, annoncée par E. Macron le 9 avril 2025, serait un point d'inflexion notable de sa politique arabe.** Reportée *sine die* suite au déclenchement du conflit israélo-iranien le 13 juin 2025, une reconnaissance officielle ferait de la France le premier membre du G7 et du Conseil de Sécurité des Nations unies (CSNU) à franchir ce pas, renforçant son rôle dans la

relance du processus de paix fondé sur la solution à deux États<sup>24</sup>, tout en risquant de tendre ses relations avec Washington et Tel-Aviv. À terme, cette reconnaissance pourrait servir de levier diplomatique pour repositionner la France comme médiatrice crédible dans un espace régional en mutation.

En revanche, **certains analystes soulignent qu'une telle annonce pourrait se limiter à une reconnaissance de principe**, la Palestine ne remplissant pas les critères juridiques d'un État et la France conditionnant son geste à des avancées comme la libération des otages ou la réforme de l'Autorité palestinienne. En l'absence de dynamique internationale claire, Paris pourrait privilégier un signal politique plutôt qu'un engagement formel, au risque, à l'inverse, d'affaiblir sa position de lien entre l'Ouest et le Sud<sup>25</sup>.

**Cette réorientation de la politique française passe par une consolidation des partenariats économiques avec les États du Golfe et par un soutien financier aux économies régionales les plus fragiles.** Ainsi, lors de sa visite au Caire, Emmanuel Macron s'est engagé à **soutenir activement l'Égypte dans ses négociations avec le FMI et la Commission européenne** pour la mise en œuvre de l'assistance macro-financière, ainsi que la facilitation de toutes les réformes afférentes<sup>26</sup>. Concernant le Liban, **la Conférence de Paris en octobre 2024 pour venir en aide au pays du Cèdre** a permis de récolter plus de 800 millions de dollars d'aide humanitaire, avec une contribution française à hauteur de 100 millions d'euros. Une conférence internationale pour la Syrie s'est également tenue à Paris le 13 février 2025.

Le renforcement de ses partenariats répond à un impératif stratégique destiné à **maintenir les capacités industrielles et les savoir-faire de la Base industrielle et technologique de défense (BITD)**, particulièrement dans le domaine de l'armement (le Moyen-Orient représente 24 % des exportations françaises entre 2020 et 2024<sup>27</sup>). Exemple emblématique, les ventes de Rafale ont connu dans cette région un essor sans précédent avec **54 appareils vendus à l'Égypte**, 37 au Qatar et 80 aux Émirats arabes unis, ainsi que de nouvelles commandes possibles, notamment 54 chasseurs-bombardiers Rafale F4 à l'Arabie saoudite, estimées à 15 milliards d'euros. Ce succès alimente le développement du « *club Rafale* », favorisant l'interopérabilité, la maintenance commune entre pays clients, et

<sup>19</sup> FAYET Héloïse, « Quelle posture stratégique pour la France au Moyen-Orient ? », *Institut français des relations internationales*, novembre 2022. Disponible sur :

[https://www.ifri.org/sites/default/files/migrated\\_files/documents/atoms/files/faye\\_t\\_posture\\_strategique\\_francaise\\_au\\_moyen\\_orient\\_2022.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/migrated_files/documents/atoms/files/faye_t_posture_strategique_francaise_au_moyen_orient_2022.pdf)

<sup>20</sup> « Israël met en garde la Turquie contre l'installation de bases à Palmyre », *i24 News*, avril 2025. Disponible sur :

<https://www.i24news.tv/fr/actu/israel/diplomatie-defense/artc-israel-met-en-garde-la-turquie-contre-l-installation-de-bases-a-palmyre>

<sup>21</sup> FARJALLAH Laure-Maïssa, « La Syrie au cœur du bras de fer entre la Turquie et Israël », *L'Orient-Le-Jour*, avril 2025. Disponible sur :

<https://www.lorientlejour.com/article/1454538/la-syrie-au-coeur-du-bras-de-fer-entre-la-turquie-et-israel.html>

<sup>22</sup> « Benjamin Netanyahu en visite à Washington pour parler droits de douane et menace iranienne avec Donald Trump », *RFI*, avril 2025. Disponible sur :

<https://www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/20250407-benjamin-netanyahu-en-visite-%C3%A0-washington-pour-parler-droits-de-douane-et-menace-iranienne-avec-donald-trump>

<sup>23</sup> « Pourquoi les États-Unis ont mis fin à leur guerre contre les Houthis ? », *L'Orient-Le-Jour*, mai 2025. Disponible sur :

<https://www.lorientlejour.com/article/1459683/pourquoi-les-etats-unis-ont-mis-fin-a-leur-guerre-contre-les-houthis.html>

<sup>24</sup> « État palestinien : vers un retour de la politique arabe de la France ? », *RFI*, avril 2025. Disponible sur :

<https://www.rfi.fr/fr/moyen-orient/20250414-%C3%A9tat-palestinien-vers-un-retour-de-la-politique-arabe-de-la-france>

<sup>25</sup> DUCLOS Michel, « Faut-il reconnaître l'État de Palestine ? », *Institut Montaigne*, avril 2025. Disponible sur :

<https://www.institutmontaigne.org/expressions/faut-il-reconnaitre-letat-de-palestine>

<sup>26</sup> « Déclaration à la presse de M. Emmanuel Macron, président de la République, sur les relations entre la France et l'Égypte et la situation au Proche-Orient et en Afrique de l'Est, au Caire le 7 avril 2025 », *Vie publique*, avril 2025. Disponible sur :

<https://www.vie-publique.fr/discours/298126-emmanuel-macron-07042025-france-egypte>

<sup>27</sup> GEORGE Mathew et al., « Trends in International Arms Transfers, 2024 », *Stockholm International Peace Research Institute*, mars 2025. Disponible sur :

[https://www.sipri.org/sites/default/files/2025-03/fs\\_2503\\_at\\_2024\\_0.pdf](https://www.sipri.org/sites/default/files/2025-03/fs_2503_at_2024_0.pdf)

encourage des projets de recherche et développement (R&D) ou de production locale<sup>28</sup>.

### En s'appuyant sur ses leviers diplomatiques et militaires, la France cherche à renforcer sa place au Moyen-Orient en suivant une logique transactionnelle.

La relation France/Égypte a été élevée le 7 avril 2025 au rang de « *partenariat stratégique* », lors de la visite du président français, et demeure un levier d'influence important pour Paris dans cette région. En plus du soutien officiel de l'Hexagone au **plan arabe pour Gaza proposé par l'Égypte<sup>29</sup> en opposition aux projets d'Israël et des États-Unis** (D. Trump a proposé de créer une « *Riviera du Moyen-Orient* » en délocalisant la population gazaouie), la France peut se prévaloir d'être le troisième exportateur mondial d'armes vers l'Égypte (19 % entre 2020-2024), derrière l'Allemagne et l'Italie<sup>30</sup>. En outre, **l'affaiblissement durable de l'« axe de la résistance »** et le retour de la Syrie sur la scène diplomatique occidentale offrent une fenêtre d'opportunités pour développer de nouvelles coopérations fondées sur un partenariat « *gagnant-gagnant* ».

**Le renforcement de la coopération militaire profite mutuellement à la France et à ses partenaires.** Paris accroît sa présence au Moyen-Orient, notamment aux Émirats arabes unis (850 soldats en 2025 contre 650 en 2021<sup>31</sup>), où elle dispose d'importantes infrastructures dans le cadre d'un accord de défense signé en 2008 (base aérienne Al Dhafra qui abrite 6 Rafale, Zayed Military City où est stationné le 5<sup>e</sup> Régiment de Cuirassiers). La base aérienne projetée (BAP H5) en Jordanie offre aussi un soutien opérationnel aux pays alliés de la région, notamment pour parer la menace iranienne (au moins un drone Shahed iranien abattu par un Rafale B engagé dans l'opération Chammal en avril 2024<sup>32</sup>).

### Le rééquilibrage des priorités stratégiques de la France se fait à la lumière de son recul en Afrique

(retrait militaire du Mali, Niger, Burkina Faso, Tchad, Sénégal) et de l'influence grandissante de nouveaux compétiteurs. **Pékin**, qui jouait un rôle plutôt marginal au Moyen-Orient, **adopte désormais une approche multidimensionnelle** à long terme en renforçant son influence tant économique (« *Belt and Road Initiative* » – BRI depuis 2013), que diplomatique (médiation entre l'Iran et

l'Arabie saoudite en mars 2023, soutien de la solution à deux États dans le conflit israélo-palestinien en 2025). En misant sur un modèle politique autoritaire et économique alternatif (dédollarisation et diversification des partenariats), la Chine attire de nombreux pays du Moyen-Orient vers les BRICS et l'Organisation de Coopération de Shanghai (Iran, Qatar, Égypte et Bahreïn), qui apparaissent désormais comme des vecteurs crédibles d'un ordre multipolaire<sup>33</sup>.

**La Russie a, quant à elle, davantage investi le volet militaire** (soutien militaire au régime syrien de 2015 à 2024)<sup>34</sup>, mais la chute du gouvernement Assad en décembre 2024 signe un retrait au moins partiel des bases militaires russes, dont Tartous et Hmeimim, en 2025<sup>35</sup>.

Enfin, bien que les États-Unis laissent une marge de manœuvre à ses alliés israélien et saoudien (« *leading from behind* »)<sup>36</sup>, **Washington reste un acteur stratégique incontournable** dans la région. Les États-Unis conservent en effet des relations étroites avec les pétromonarchies du Golfe (visite de D. Trump mi-mai 2025<sup>37</sup>) et demeurent un acteur prépondérant du paysage diplomatico-militaire, comme l'illustrent l'accord de cessez-le-feu avec les Houthis et la levée des sanctions contre la Syrie en mai 2025 ou les bombardements contre des sites nucléaires iraniens dans la nuit du 21 au 22 juin 2025.

Face à ces compétiteurs, **la stratégie française peut s'appuyer sur le soutien européen.** Lancée par l'Union européenne le 19 février 2024 pour protéger le trafic en mer Rouge, l'opération *Aspides* rassemble 21 États membres de l'UE, dont la France, et a vu son mandat prolongé jusqu'au 28 février 2026<sup>38</sup>. Outre la coopération militaire, la diplomatie européenne s'active dans la région, à l'instar de la rencontre trilatérale en janvier 2025 des ministres français et allemand des Affaires étrangères avec le nouveau chef d'État de la Syrie, Ahmed El-Charaa (aussi reçu à l'Élysée le 7 mai 2025), signe de la reprise du dialogue avec les nouveaux dirigeants syriens. Néanmoins, malgré son poids potentiel, ce soutien européen est à relativiser, eu égard aux blocages internes propres à l'UE, ainsi qu'à **l'inadéquation récurrente jusqu'ici de la vision et des capacités stratégiques européennes** avec la réalité des rapports de force dans les relations internationales<sup>39</sup>.

<sup>28</sup> PESME Guillaume, « Arabie saoudite : nouvelles opportunités pour Dassault et la doctrine industrielle française », *Portail de l'Intelligence économique*, novembre 2023. Disponible sur : <https://www.portail-ie.fr/univers/defense-industrie-de-larmement-et-renseignement/2023/arabie-saoudite-nouvelles-opportunités-pour-dassault-et-la-doctrine-industrielle-francaise/>

<sup>29</sup> MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Israël / Territoires palestiniens – Plan pour la reconstruction de Gaza adopté par la Ligue arabe (6 mars 2025) », avril 2025. Disponible sur : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/israel-territoires-palestiniens/actualites-et-evenements/2025/article/israel-territoires-palestiniens-plan-pour-la-reconstruction-de-gaza-adopte-par>

<sup>30</sup> GEORGE Mathew et al., art. cit.  
<sup>31</sup> GIEGERICH Bastian (dir.), *The military balance*, The International Institute for Strategic Studies, Londres, février 2025, p. 93.

<sup>32</sup> LAGNEAU Laurent, « L'État-major des armées confirme qu'au moins un drone Shahed iranien a été abattu par les Rafale de Chammal », *Opex360*, juin 2024. Disponible sur : <https://www.opex360.com/2024/06/01/etat-major-des-armees-confirme-quau-moins-un-drone-shahed-iranien-a-ete-abattu-par-les-rafale-de-chammal/>

<sup>33</sup> BOUVIER Emile, « L'expansion des BRICS au Moyen-Orient, symptôme d'une nouvelle ère géopolitique dans la région », *Les clés du Moyen-Orient*, juillet

2023, Disponible sur : <https://www.lesclesdumoyenorient.com/L-expansion-des-BRICS-au-Moyen-Orient-symptome-d-une-nouvelle-ere-geopolitique.html>

<sup>34</sup> BAUCHARD Denis, « L'influence de la Russie et de la Chine tend à supplanter celle des États-Unis et de l'Europe », *Institut français des relations internationales*, décembre 2023. Disponible sur : <https://www.ifri.org/fr/presse-contenus-repris-sur-le-site/influence-de-la-russie-et-de-la-chine-tend-supplanter-celle-des>

<sup>35</sup> « La laborieuse retraite des forces russes de Syrie », *RFI*, mars 2025. Disponible sur : <https://www.rfi.fr/fr/moyen-orient/20250331-la-laborieuse-retraite-des-forces-russes-de-syrie>

<sup>36</sup> PEYRONNET Arnaud, « Quelle politique américaine pour le Moyen-Orient en 2025 ? », *Fondation méditerranéenne d'études stratégiques*, septembre 2024. Disponible sur : [https://fmes-france.org/quelle-politique-americaine-pour-le-moyen-orient-en-2025/#elementor-toc\\_heading-anchor-2](https://fmes-france.org/quelle-politique-americaine-pour-le-moyen-orient-en-2025/#elementor-toc_heading-anchor-2)

<sup>37</sup> « Trump's Trip to the Gulf », *CFR*, 13 mai 2025. Disponible sur : <https://www.cfr.org/article/trumps-trip-gulf-0>

<sup>38</sup> LAGNEAU Laurent, « Prolongée pour un an, l'opération européenne *Aspides* va s'intéresser aux trafics et aux 'flottes fantômes' », *Opex360*, février 2025.

<sup>39</sup> « Quel rôle pour l'Union européenne au Moyen-Orient ? », *Fondation Jean Jaurès*, mai 2024. Disponible sur : <https://www.jean-jaures.org/publication/quel-role-pour-lunion-europeenne-au-moyen-orient/>